**CONSULTANCE TECHNIQUE SECURITE ALIMENTAIRE**

**Burkina Faso & Niger**

**Janvier - Février 2023**

**Termes de référence**

|  |
| --- |
| **GENERALITES** |

|  |  |
| --- | --- |
| Programme : | **SAHA –** Burkina Faso, Niger, Togo, Bénin |
| Lieu de la mission : | Ouagadougou, Burkina Faso & Niamey, Niger |
| Type de mission : | Appui technique |
| Responsable de la mission : | Pilar DUAT LLORENS, Technical Head of Program SAHA |
| Durée de la mission : | *Dates exactes/répartition entre les 2 pays à confirmer avec les équipes opérationnelles et selon les possibilités de vols*  **6 semaines**  Au Burkina Faso : du 10 au 30 Janvier  Au Niger : du 1r au 23 février |

|  |
| --- |
| **CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION** |

**Contexte humanitaire**

Le **Sahel central** est confronté à une grave crise humanitaire et de protection, particulièrement dans les régions du Lac Tchad (Nigéria, Niger, Tchad, Cameroun) et du Liptako Gourma (zone dite des « trois frontières », Mali, Niger, Burkina Faso). La contagion de la crise sahélienne au Burkina Faso représente un facteur de régionalisation de la violence vers les pays côtiers, ce dernier constituant le dernier « verrou » entre le Sahel et le golfe de Guinée. Les attaques de groupes armés contre des civils et les institutions de l'État, y compris les services sociaux de base comme les écoles et les établissements de santé, provoquent des déplacements massifs de populations dans une région en proie au changement climatique, à l'extrême pauvreté, et au manque d'opportunités économiques. La paupérisation des sols, les périodes de soudure de plus en plus longues associées à la l'intensification des conflits et acteurs armés entraînera de nouveaux déplacements de populations et une intensification des dynamiques conflictuelles.

Le **Burkina Faso** est désormais le pays le plus ciblé par les attaques de Groupes armés non étatiques (GANE) dans la région. Ces incidents affectent de plus en plus les populations civiles contraintes de fuir leur village pour aller se réfugier dans des zones qu’elles considèrent plus sécurisées ; très souvent des centres urbains. Les principales zones d’accueil des personnes déplacées internes (PDI) actuellement sont la région du Sahel avec 568 598 PDI (30,7%) dont 329 523 dans la province du Soum et 127 835 dans la province du Seno ; le Centre-Nord avec 655 891 PDI (35,4%). Ces derniers entraînent d’importants mouvements de populations à l'intérieur du pays : au 31 mars 2022, 1 850 293 PDI ont été enregistrées (CONASUR). L'escalade de la violence combinée à des chocs et stress climatiques récurrents contribuant à une crise agro-pastorale, entraînent des besoins humanitaires croissants et une crise de protection sans précédent pour des populations déjà vulnérables.

La situation sécuritaire pousse les populations déplacées à rester dans les localités d’accueil, et réduit les possibilités de retour dans les localités d’origine. On note par ailleurs un besoin criant d’appui à la couverture des besoins de base et à l’identification des personnes vulnérables afin d’assurer une réponse humanitaire en adéquation avec leurs besoins spécifiques.

Selon les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2022, au Burkina Faso 9 provinces sont en phase 3 –crise- et 1 province en phase 4 –urgence- pour la période mars à mai. En situation projetée, 4 communes actuellement en phase 3 passeront à phase 4, parmi lesquelles le Seno et le Yagha (Sahel). Selon le bulletin conjoint du PAM et SONAGES, cette année il y a eu une augmentation des prix des céréales de base de 38% par rapport à la moyenne de 2021 et de 46% par rapport à la moyenne quinquennale, un faible niveau des stocks commerçants dans les marchés, et des perspectives de baisse saisonnière de l’offre céréalière. La crise alimentaire cette année et la flambée des prix rendent insuffisantes les aides qui étaient prévues avant la revue du panier alimentaire.

Une enquête faite par HI auprès des ménages TP déplacés dans la commune de Sebba (province du Yagha) en janvier 2022 montre que 34% des ménages ont un SCA faible, 56% limite et seulement 8% ont un SCA acceptable. La situation s’est dégradée encore plus ces derniers mois, avec l’installation précoce de la soudure.

Outre les besoins alimentaires causés par la crise sécuritaire que connaît le **Niger** à l’instar des autres pays du sahel, le pays subit de manière récurrente depuis plusieurs années, les aléas climatiques importants.

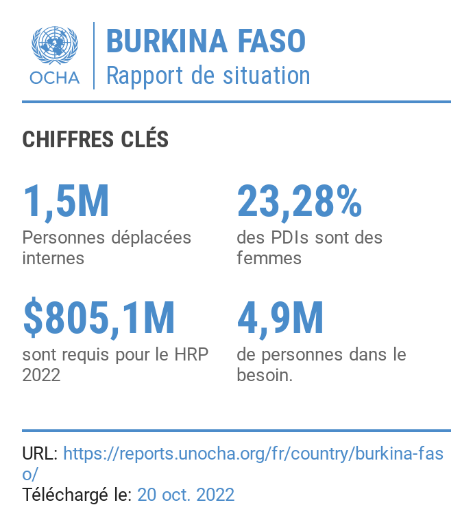
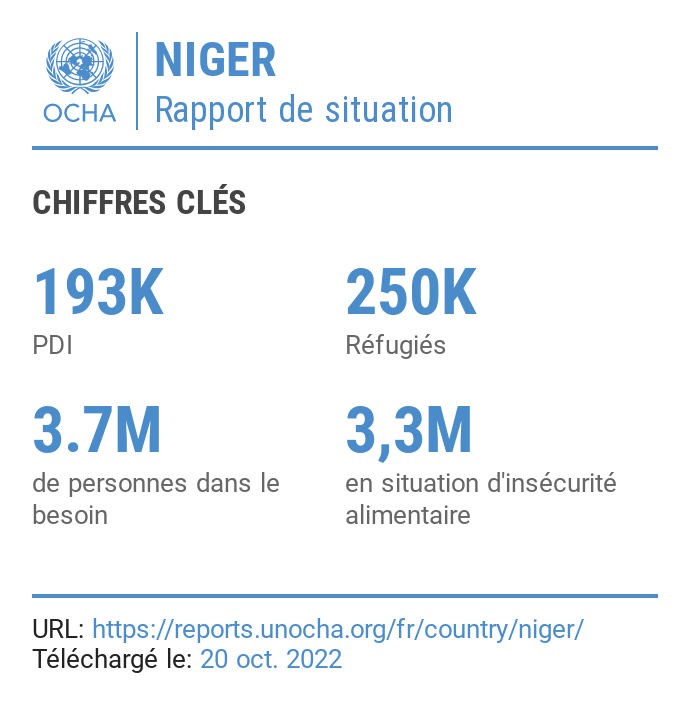
L’état de la mise en œuvre du plan d’urgence et du plan de soutien 2022 (update juillet 2022) présente un gap global de plus de 75% sur le résultat 1 qui vise à l’amélioration de l'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles. Les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa seront respectivement les plus impactés car en plus du déficit céréalier et des inondations importantes, ces régions accueillent des personnes déplacées.

En 2021, 6 430 villages agricoles sont jugés déficitaires, soit 50% du total des villages agricoles suivis (comparé à 30% en 2020). Un total de 8,7 millions de personnes vit dans ces villages agricoles déficitaires, soit 35% de la population totale analysée (comparé à 21% de la population en 2020).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Région** | **Pop au 30 avril 2022** | **Nb.total villages agricoles suivis** | **Nb. villages déficitaires** | **Pop des villages déficitaires** | **% des villages déficitaires** |
| **AGADEZ** | 665 377 | 289 | 205 | 232 039 | 71% |
| **DIFFA** | 810 848 | 695 | 485 | 497193 | 70% |
| **DOSSO** | 2 952 035 | 1 871 | 968 | 1 180 052 | 52% |
| **MARADI** | 5 117 136 | 2 673 | 691 | 699 333 | 26% |
| **NIAMEY** | 1 400 682 | 42 | 42 | 117 875 | 100,0 |
| **TAHOUA** | 4 748 339 | 1 832 | 1 078 | 2 276 734 | 59% |
| **TILLABERI** | 3 952 615 | 2 140 | 1768 | 2 569 547 | 83% |
| **ZINDER** | 5 260 951 | 3 520 | 1193 | 1 189 585 | 34% |
| **Total Niger** | 24 907 984 | 13 062 | 6 430 | 8 762 358 | 49% |

*Source : Ministère de l’agriculture, PREGEC Novembre 2021.*

Les besoins en stocks alimentaires pour les populations sont de 253 064 tonnes de céréales pour un montant de 88 572 495 000 FCFA (source plan de réponse 2022 du Gouvernement novembre 2021). Il s’agit des achats des stocks pour la distribution gratuite, la vente à prix modéré et l’appui aux cantines scolaires (distribution gratuite ciblée : 2 554 833 personnes en insécurité alimentaire sévère y compris les 264 257 personnes déplacées internes suite aux chocs sécuritaires et les 250 000 personnes sinistrées des inondations, Vente de Céréale à Prix Modéré (VCPM) : 3 000 000 personnes (428 571 ménages) en insécurité alimentaire modérée des zones vulnérables).



**Contexte du programme SAHA :**

**Réponses humanitaires mises en œuvre par HI**

* **Programmes de résilience** : approches multisectorielles, modèle de graduation, ligne de contingence pour répondre aux impacts des crises et donc besoins d’urgence (voir point ci-dessous).

Le projet RESA - *Renforcement de la résilience des communautés et des ménages vulnérables l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la province du Yagha dans la région du Sahel au Burkina Faso* mis en œuvre entre 2017 et 2020 ; et du *Projet RECOSA - Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (région du Sahel) et du Niger (région de Tillabéry)* entre 2020 et 2023 ; mis en œuvre avec le soutien de l’UE / Fonds Fiduciaire d’Urgence pour l’Afrique (FFU).

* Au Burkina Faso et au Niger, **lignes de contingence** (financement FFU/RECOSA et fonds supplémentaire de OCHA pour le Burkina) qui ont pu être mobilisées pour réaliser des **transferts monétaires inconditionnels sur 3 mois pendant périodes de soudure et/ou besoins non couverts suite à des déplacements de populations**.
* **Distribution d’Abris/AME** au Burkina (Région Sahel) et Niger (Région de Maradi) ;
* **Santé Mentale et Soutien Psychosocial** : mise en place de centres d’écoute, équipes mobiles (dont RRM) pour une prise en charge via des approches premiers secours psychologiques, fourniture directe de support psychosocial et /ou référencement et développement d’approches à base communautaire, appui technique au RRM au Burkina Faso
* **Action Humanitaire Inclusive** : Accompagnement des acteurs humanitaires dans la prise en compte les personnes vulnérables et personnes handicapées, identification et référencement/prise en charge directe des personnes handicapées
* **Stimulation et de kinésithérapie d’éveil auprès des enfants malnutris**, en complémentarité des réponses sécurité alimentaire/nutrition
* **Logistique humanitaire** : des évaluations logistiques, ainsi qu’une plateforme de stockage et transport sont en cours/en fonctionnement au Burkina Faso. Il s’agit de projet « H2H », en collaboration étroite avec OCHA, les Clusters concernés et autres entités de coordination humanitaire.

**Equipes techniques et opérationnelles HI**

* Une Responsable Opérations Burkina Faso et Un Responsable Pays au Niger
* Un Equipe opérationnelle du projet RECOSA : une coordinatrice de consortium et un adjoint (profils techniques tous les deux) ; un responsable de zone et un chef de projet (profil technique), une chargée de volet Transferts Monétaires
* Un Spécialiste Réadaptation basé au Burkina Faso
* Un Spécialiste régional AHI basé au Burkina Faso et spécialistes pays au Burkina Faso et au Niger
* Un Spécialiste régional PSS basé au Burkina Faso et spécialistes pays au Burkina Faso et au Niger

|  |
| --- |
| **BUT DE LA MISSION** |

Sous la responsabilité de la Regional Head of Program et en étroite collaboration avec la Responsable des Opérations au Burkina Faso et du Responsable Pays au Niger, cette mission devra permettre de :

* contribuer à définir des stratégies d’intervention en sécurité alimentaire adaptées au contexte et en préparer la mise en œuvre – **notamment via des modalités de transfert monétaire mais aussi en explorant la pertinence et faisabilité d’activités de distribution alimentaire en nature.**
* définir un catalogue de modalités d’intervention pour les transferts monétaires et recommandations pour la mise en place de chaque modalité.
* réaliser un diagnostic interne des capacités actuelles (ressources humaines, compétences/connaissances, outils…) des missions afin d’établir une liste d’actions à mettre en œuvre pour opérationnaliser les réponses en sécurité alimentaire

|  |
| --- |
| **RESULTATS ATTENDUS & LIVRABLES** |

Dans chacun des pays (au Burkina Faso & au Niger) :

**Résultat attendu 1 :** Mener une **analyse de la situation en sécurité alimentaire** afin de mieux cerner les priorités à court et moyen terme, les réponses mises en place tant par HI que par les acteurs sur place et les opportunités et contraintes d’intervention. Cela aidera au positionnement et au développement de projets de sécurité alimentaire appropriés.

* Cartographie et analyse des positionnements et stratégies des partenaires et acteurs en sécurité alimentaire (rencontres ONG, ONGI, Croix Rouge, PAM, Cluster sécu alim, Cash WG...) ; identification des synergies, alliances et partenariats potentiels
* Prise de connaissance des projets humanitaires de HI et expériences de transferts monétaires : lecture des documents de projet, rapports d’évaluation et de capitalisation disponibles, rencontres avec les équipes opérationnelles et techniques (projets résilience, projet abris/AME, projet santé mentale et soutien psychosocial, projet de kinésithérapie de stimulation en complément des approches nutrition et projet d’action humanitaire inclusive) ainsi qu’avec les équipes logistiques
* Analyse des contraintes et opportunités pour la mise en œuvre de réponses en sécurité alimentaire.

**Livrables :**

Cartographie des acteurs, bailleurs et contacts

Compte rendus des entretiens avec les partenaires et acteurs en externe et en interne

Modalités utilisées par les partenaires dans le pays actuellement (spécificité par région / province si possible)

Un aperçu des gaps de couverture en sécurité alimentaire dans les zones en crise (Tillabéry et Maradi)

Une note de projet (ou une note de positionnement stratégique ?) pour de futures interventions / interventions complémentaires

**Résultat attendu 2 : Analyse et définition d’un catalogue de modalités d’intervention pour les transferts monétaires**

L’objectif, compte tenu de la volatilité du contexte et des enjeux d’accès d’être en mesure d’avoir une flexibilité totale entre les modalités et de faire des recommandations sur les différents scenarii.

Etude comparative des mécanismes de distributions (monnaie ou coupon électronique ; paiement direct ; en nature…) et des fournisseurs de service financier disponibles, rencontres avec les opérateurs de téléphonie et autres intermédiaires de transferts monétaires

Recommandations techniques et possibles

* Faire un état des lieux des formations, processus, outils, qui manquent pour pouvoir opérationnaliser les différents scenarii (plan d’accompagnement à déployer en phase suivante, notamment préparation de la logistique)

**Livrables :**

Rapport d’étude comparative :  catalogue des modalités d’intervention

Proposition sur la/les modalités à utiliser sur les zones ciblées par HI : avantages et inconvénients de chacune des modalités étudiées/comparées

Pour chaque modalité, des recommandations et un plan d’action intégrant des mesures de préparation de la mission (Opé, RH, Log...)

**Confidentialité :**

Le consultant ou la consultante respectera la confidentialité de ses activités, et n’utilisera ni à son avantage, ni à celui d’autres personnes, ni pendant la durée de son contrat ni après, les faits ou informations révélés par sa mission de prestataire. Il / elle s’engage pendant la durée de ce contrat et après à ne pas publier, distribuer ou rendre publics, sans l’autorisation préalable, expresse et écrite de HI, les résultats de ses activités dans le cadre de ce Contrat, ou les documents ou informations fournies, produites et reçues, qui resteront propriété de HI.

**Modalités de soumission des candidatures**

Les candidatures sont reçues jusqu’au **11 Janvier 2023 à 17 pm TU, délai de rigueur**.

Elles doivent être envoyées à l’adresse [achats@burkinafaso.hi.org](mailto:achats@burkinafaso.hi.org) en mentionnant en objet la référence : “CONSULTANCE TECHNIQUE SECURITE ALIMENTAIRE BURKINA FASO & NIGER“.

Le dossier de candidature devra comprendre :

* Une note méthodologique ;
* Une proposition de plan de travail ;
* Un budget détaillé avec et sans taxes ;
* Un CV du ou de la consultante et/ou de l’équipe avec laquelle il ou elle va travailler ;
* Le contact de 3 personnes de référence pouvant attester de la réalisation d’un travail similaire.

**Processus de sélection du ou de la consultante**

* 1. **Critères administratifs (éliminatoires)**

• Documents légaux du prestataire dans son pays d’origine

* Une copie du registre de commerce et de crédit mobilier
* Attestation de régularité fiscale
* Attestation de situation cotisante (Couverture sociale et retraite)

• Fiscalité

Une taxe de 16% est imposée aux prestations de service réalisées au Burkina Faso par des ressortissants hors CEDEAO.

• Document de références

Copie d’au moins trois marchés similaires (références) ;

• Formulaires HI complétés et signés

* Formulaire d’identification du soumissionnaire
* Formulaire de déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques.
* Formulaire de déclaration attestant que l’on ne se trouve par dans l’une des situations d’exclusion
  1. **Critères techniques : 70%**

1. CV

* Expertise et expérience en évaluation et écriture de projets
* Expertise et expérience dans au moins une des thématiques concernées
* Expérience internationale (au Burkina Faso et/ou au Niger ou au Sahel)
* Langues
* Expériences spécifiques et complémentaire

1. Compréhension TDR

*Appropriation du contexte général de l'évaluation*

* Compréhension et analyse du contexte du projet et de son évaluation
* Compréhension et analyse des objectifs et enjeux de l'évaluation

*Questionnement évaluatif*

* Compréhension et interprétation des questions évaluatives
* Apport de l'offre

1. Méthodologie proposée

*Processus*

* Etapes claires et structurées
* Prise en compte des étapes d'appropriation, d'analyse et de rédaction

*Outils*

* Pertinence des outils proposés
* Justification des choix opérés
* Prise en compte des limites de la méthodologie
* Prise en compte de la dimension genre/handicap/âge

d) Relation commanditaire /point focal

* Respect de la démarche souhaitée dans les TDR
* Nombre de réunions/restitutions
* Approche participative (notamment pour la formulation des recommandations, voire des conclusions)

e) Livrables

* Respect des TDR
* Apport de l'offre

f) Calendrier

* Respect des TDR
* Disponibilité du ou de la consultante
* Faisabilité par rapport à la méthodologie proposée
* Niveau de précision suffisant
  1. **Critères financiers : 30% de la note Budget**
* Cohérence avec la méthodologie proposée
* Cohérence des coûts annexes par rapport au Burkina Faso
* Niveau de précision suffisant
* Prise en compte des livrables
* Compétitivité de l’offre financière (rapport qualité/prix)

Remise accordée : préciser la remise accordée sur l’offre globale,

Conditions de paiement : indiquer vos conditions de paiement (taux et fréquence de paiement, moyens de paiement)

Validité de l’offre : préciser la durée sur laquelle votre offre reste valide (en mois).

**Note sur l’adhésion aux politiques HI**

HI est une organisation qui adopte une position de Tolérance Zéro en matière d'exploitation, d'abus, de harcèlement et d'intimidation sexuels, de fraude et de corruption. Le ou La consultante sélectionnée devra s’engager à adhérer et respecter ses politiques qui sont disponibles sur ce lien : <https://hi.org/fr/politiques-institutionnelles>.

HI a également mis en place un mécanisme rigoureux, transparent et inclusif de remontée et gestion des plaintes. Tout signalement peut être adressé en toute confidentialité et sécurité à l’adresse de [plainte@burkina.hi.org](mailto:plainte@burkina.hi.org) ou via le site web institutionnel <https://www.hi.org/fr/le-reseau-hi> onglet « nous alerter ».